

Arrêté mis en ligne le 5 août 2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

Du 1^{er} Août 2022

ST/A-2022-475

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à Madame Laurence ROUEDE, 1^{ère} adjointe déléguée à la coordination générale de l'activité municipale, aux ressources humaines, à l'urbanisme et au foncier, par l'arrêté en date du 26 mai 2020,

Vu la demande présentée par EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES CASSAGNE sise 16 Chemin du Port Neuf 33360 CAMBLANES ET MEYNAC pour des travaux de fouille pour un branchement GRDF avenue Château Gayard.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE:

ARTICLE 1^o - A compter du 29 août 2022 et jusqu'au 9 septembre 2022, le stationnement sera interdit avenue Château Gayard, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2^o - A compter du 29 août 2022 et jusqu'au 9 septembre 2022, la circulation se fera sur chaussée rétrécie avenue Château Gayard, au droit du chantier.

ARTICLE 3^o - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 4^o - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 5^o - Le Directeur Général des services de la Ville, le Chef de la Police Municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6^o - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le premier août deux mille vingt-deux.

à la coordination générale de l'activité municipale,
aux ressources humaines, à l'urbanisme et au foncier



Laurence ROUEDE